

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Etre un acteur économique, c'est être un citoyen

La politique est en retard sur le débat

par Karl Müller

«Une économie sociale raisonnable doit être au service de la vie. Par conséquent les hommes devraient être au centre de la logique économique.»

«De plus en plus de personnes se posent des questions fondamentales sur le sens et la légitimité de la dynamique débridée et de plus en plus «têtue» du système économique en voie de globalisation au vu de ses effets secondaires imprévisibles et discutables sur l'environnement, la société et notre monde intérieur culturel.»

Peter Ulrich, *Integrative Wirtschaftsethik. Grundlagen einer lebensdienlichen Ökonomie*, 2008, pp. 11 et 104

Le 8 juillet dernier, la *Ludwig-Erhard-Stiftung* allemande a attribué le *Ludwig-Erhard-Preis für Wirtschaftspublizistik* à Karen Horn, directrice du bureau berlinois de l'*Institut der deutschen Wirtschaft*, proche du monde ouvrier, et à Peter Köppel, rédacteur en chef de l'hebdomadaire suisse *Die Weltwoche*.

Changements dans la pensée économique

A lire le discours de la lauréate Karen Horn (*Neue Zürcher Zeitung* du 3 août), on est agréablement surpris de voir combien la pensée économique évolue. Karen Horn part des réflexions de l'ordo-libéralisme de l'Ecole de Fribourg de 1936. Sous le titre «Unse-re Aufgabe», Franz Böhm, Walter Eucken et Hans Grossmann-Doerth avaient alors évoqué la nécessité d'une réglementation de la vie économique qui considère l'économie comme un élément de la vie sociale et axe l'ordre économique sur des valeurs et des objectifs sociaux.

L'hypothèse de

l'«homo economicus» est loin de la réalité

Selon Karen Horn, les économistes néoclassiques des dernières décennies ont cessé de se référer à ces fondements et ont «développé des modèles qui n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité». Elle cite comme exemple capital «l'hypothèse de l'*homo economicus*, qui réduit les décisions à des calculs d'utilité et d'optimisation égoïste». «Dans le courant principal de l'économie», elle reconnaît ce «modèle ahistorique et éloigné de la réalité» et des approches «trompeuses qui provoquent des dégâts». Elle en conclut qu'«il s'agit d'appeler, dans le sillage des économistes de l'Ecole de Fribourg, à un changement d'attitude mentale.»

L'homme est un prochain

Elle s'oppose à l'affirmation selon laquelle l'économie doit être libérée des jugements de valeur et demande une réorientation vers les penseurs des Lumières écossais du

Question du sens

Quelles valeurs faut-il créer?

► Economie utile à la vie pratique

Comment voulons-nous vivre à l'avenir?

► Raisons culturelles:

Forme de vie attractive

Notre économie est-elle bonne pour nous?

► Bonne vie (qualité de vie individuelle)

► Primat du monde de vie sur le caractère «têtu»

du système économique

Question de la légitimité

Pour qui faut-il créer des valeurs?

► Economie légitimée socialement

Comment vivre ensemble?

► Règles sociales:

société bien ordonnée

Notre économie est-elle acceptable par chacun?

► Vie sociale juste (qualité de vie sociale)

► Primat de la politique sur les «contraintes» du marché

(conditions normatives)

Le tableau «Deux dimensions fondamentales de l'économie au service de la vie» (Peter Ulrich: *Integrative Wirtschaftsethik*, p. 219) montre à quelles questions doivent répondre les citoyens en vue de l'organisation de leur vie économique. Ce sont pour Ulrich des «questions clés contre l'économisme».

XVIII^e siècle, avant tout Adam Smith, dont les réflexions éthiques ont été totalement occultées au cours des dernières décennies. Adam Smith n'a absolument pas posé l'hypothèse de l'«homo economicus», mais d'individus qui, grâce à leur empathie à l'égard de leur prochain, peuvent et doivent élaborer des conceptions morales communes. Pour Adam Smith, a déclaré Karen Horn, «la prospérité naît du processus d'échanges qui garantit la réciprocité.» Et on ne peut pas la réduire au phénomène de l'offre et de la demande. Il s'agit plutôt d'actions communes reposant sur des valeurs communes et dont la satisfaction des besoins matériels n'est qu'un aspect. Suivant Adam Smith, Karen Horn demande de «se préoccuper davantage, à l'avenir, de ce qui résulte des actions communes des hommes»; elle cite en exemple l'approche d'*Elinor Ostrom* (cf. *Horizons et débats* n° 11 du 22 mars) et donne une nouvelle définition de l'économie: c'est «la science de l'homme en tant qu'animal social, la science des actions communes, du constant rassemblement en vue d'un objectif commun.»

«Scientifiques gagne-pain» et «têtes philosophiques»

Karen Horn a terminé son discours en disant que l'économiste de l'avenir ne doit plus être un «scientifique gagne-pain» incapable de vision d'ensemble mais une «tête philosophique»: «La tête philosophique embrasse la totalité des connaissances, elle cherche à savoir ce qui constitue la cohésion du monde.»

Elle a repris la distinction que faisait *Friedrich Schiller* dans sa leçon inaugurale à l'Université d'Iena. Dans une contribution de la revue *Forschung & Lehre* (www.forschung-und-lehre.de/archiv/05-02/grigat.html), elle oppose clairement ces deux notions: «Le scientifique gagne-pain s'applique à répondre aux exigences de sa profession, sans plus. Il écarte tout ce qui ne sert pas à atteindre cet objectif. Il est tout de suite inquiet lorsqu'une nouveauté se fait jour en sciences qui remet en cause son savoir et son travail passé. Toutes les nouveautés l'effraient parce qu'elles détruisent quelque chose d'antérieur. C'est pourquoi il croit, dans sa variante actuelle, à l'efficacité, au contrôle, à l'évaluation, à la planification. Il se considère comme un créateur d'innovations, mais d'innovations qui entrent dans son système. Cependant il pense avoir recherché la vérité à titre gratuit

quand la vérité ne s'est pas transformé pour lui en or, en louanges dans la presse et en faveurs du prince. [...]

En revanche, la «tête philosophique» recherche autre chose, elle ne veut pas isoler sa science, elle veut étendre son domaine. Là où le scientifique gagne-pain sépare, elle cherche à réunir. Tout doit s'imbriquer. Le scientifique gagne-pain dresse des barrières entre lui et tous ses voisins. Les nouvelles découvertes n'effraient pas la tête philosophique, elles la stimulent, l'enthousiasment, voire l'enchantent. Elle n'a pas peur de remettre en cause, voire de bouleverser son savoir: elle préfère toujours la vérité à son système. [...] «Quand aucune attaque extérieure ne vient ébranler son système de pensée, c'est elle-même qui, insatisfaite, sous la contrainte d'un besoin toujours actif d'améliorations, est la première à le démonter afin de le reconstruire pour le rendre plus parfait.» (Schiller) Elle est vigilante et veut s'approprier tout ce qui se passe et se pense autour d'elle. Grâce à sa distance critique, elle acquiert une faculté de jugement, du courage et de l'assurance. La compétition entre têtes philosophiques est ce qu'elle préfère mais dans la communion la plus profonde de toutes les ressources de l'esprit. Ce qu'une personne acquiert dans le monde de la vérité, elle l'acquiert pour tous.» (Schiller)»

Depuis quelques années, les contributions comme celle de Karen Horn ne sont plus des cas isolés. Mentionnons les ouvrages sur l'économie mondiale de *Joseph Stiglitz* («Le triomphe de la cupidité», «La grande désillusion») ainsi que de *Nouriel Roubini* et *Stephen Mihm* («Economie de crise – une introduction à la finance du futur» [cf. p. 3 de cette édition]). Ils ne sont pas le fait de personnes qui ont «toujours» pensé autrement que la majorité, mais qui avaient jusque-là professé la pensée dominante.

Cela s'explique d'une part par l'échec, devenu évident, des idéologies économiques des décennies passées et par les conséquences dévastatrices de l'application de ces idéologies pour la majorité des hommes dans le monde entier, et d'autre part par l'irrésistible opposition globale à cette économie mais avant tout grâce à des personnalités qui dénoncent sans relâche, méticuleusement et sans tomber dans de nouvelles idéologies, les défauts de la «doctrine dominante» et proposent des solutions.

L'«éthique économique intégrative» de Peter Ulrich

Dans le monde germanique et au niveau laïque,¹ il convient ici de mentionner avant tout les travaux du Suisse Peter Ulrich qui a été, de 1989 à 2009, directeur de l'*Institut d'éthique économique* de l'Université de Saint-Gall et a montré, avec son «Ethique économique intégrative»,² pourquoi il faut concevoir l'économie comme une partie de l'éthique et que la vie économique doit être au service de la vie, ce qui présuppose la reconnaissance et le respect réciproques de la dignité de tous les hommes.

Nous n'allons pas reproduire toute l'argumentation de Peter Ulrich mais nous évoquerons trois idées fondamentales tout en exposant la première plus en détail. En effet, c'est dans celle-ci que l'on voit comment travailler avec une conception personaliste de l'homme également dans la pensée économique.

• Dans le premier chapitre de son livre «Le phénomène de moralité humaine. La logique normative des relations humaines», Ulrich montre que la liberté, la moralité et le sens civique sont liés: «Le fait que l'homme, c'est-à-dire en principe chaque individu, soit un être dont le comportement, à la différence de celui des autres êtres vivants, n'est pas déterminé par des lois de la nature et qui peut agir en principe librement fait partie des conditions fondamentales permettant d'être un homme. L'individu a la liberté de développer une volonté propre (libre-arbitre) et de prendre position consciemment à propos du monde, de lui-même et des différentes possibilités d'action (liberté d'action). Prendre position signifie adopter un point de vue permettant de juger aussi bien nos actions que celles d'autrui. Il s'agit de jugements moraux lorsqu'ils se rapportent aux conditions permettant d'être homme, à la liberté inaliénable de tout individu. [...] La moralité est la revendication inéluctable de l'homme en tant que sujet qui se considère fondamentalement comme un être libre. Nous ne pouvons pas réfuter cette revendication sans renoncer totalement à l'idée d'un homme libre, responsable et capable de prendre position. Les idées de liberté et de moralité sont donc indissociables.»

Du fait de son «ouverture au monde» sans égale, poursuit Ulrich, «l'homme dépend existentiellement de son aptitude à la moralité. C'est elle qui lui permet de prendre en main culturellement sa vie et de la mener en toute conscience, c'est-à-dire de fonder sa pensée et son action sur des idées précises concernant la bonne vie et une vie sociale juste et solidaire.» A cette connaissance rationnelle correspond l'empathie: «La moralité est la dimension de la sensibilité humaine qui pousse les hommes à vouloir le bien de leur prochain et à être affectivement sur la même longueur d'onde.»

La moralité, poursuit Ulrich, se développe déjà chez l'enfant quand se forme sa conscience morale et, lorsque son éducation a été plus ou moins «saine», elle devient une dimension inaliénable de l'identité de l'homme: Il n'y a pas de bonheur sans moralité. «Le sens personnel de la vie ne va pas sans une certaine dose de sens civique. C'est pourquoi une éthique valable détermine notre identité personnelle aussi bien que notre identité morale.»

• Ulrich montre que la prétendue logique contraignante de l'«économisme», la théo-

Sommaire

Nouriel Roubini et Stephen Mihm: Economie de crise – une introduction à la finance du futur

page 3

Une école édiflée avec soin

page 6

Toujours à votre service, Monsieur le Directeur!

page 7

Autriche

Initiative populaire hors-parti pour la sortie de l'UE afin de sauver les bases existentielles de l'Autriche

von Helmut Schramm, Überparteiliche Plattform für den Austritt aus der EU

En réponse à l'imposition brutale du Traité de Lisbonne, une plate-forme de citoyens a lancé une initiative nationale pour obtenir le retrait de l'Autriche de l'Union européenne. Il s'agit en premier lieu de garantir la liberté politique du peuple et le sauvetage des bases existentielles de l'Autriche: du (re-)développement d'un marché intérieur à l'abri des crises et d'un Etat social, ce qui n'est possible qu'à l'intérieur d'Etats indépendants, de remettre la neutralité au centre de la politique extérieure, de la liberté d'accepter ou refuser les OGM, de la réintroduction d'une monnaie nationale et de l'introduction d'une démocratie directe selon le modèle helvétique.

Les droits de souveraineté transférés aux organes communautaires, comme le prévoit le *Traité de Lisbonne*, ne sont pas limités et suite à cela, pas assez légitimés démocratiquement.

Puisque plus de 80% des lois sont imposées par l'UE à l'aide de prescriptions, directives, décisions et autres consignes, plus aucun politique ne porte de responsabilité pour ces lois. Ni les députés «représentants du peuple», ni la Cour constitutionnelle autrichienne ne s'opposent à cet politique européenne antidémocratique.

La majorité du peuple autrichien s'oppose à l'UE. Ainsi en témoigne le sondage effectué par le *Linzer Meinungsforschungsinstitut Imas*, révélant que 54% de la population estime que l'UE apporte plus de désavantages que d'avantages au pays («Wiener Zeitung» du 14/15 août).

Que faire?

Les citoyennes et citoyens sont invités à récupérer leurs droits politiques et cela n'est possible qu'en quittant l'Union européenne.

Il faut rendre au peuple autrichien ses droits politiques

Economie

Les entreprises nationales qui sont en relation avec la population, ont de moins en moins de chances de survie dans un système supranational. L'Autriche ne peut plus conclure d'accords commerciaux, vitaux pour la protection de l'économie nationale, du fait de son appartenance à l'UE; le commerce international est entièrement dans les mains des organes centraux de l'UE. De nombreuses petites et moyennes entreprises ont dû fer-

mer leurs portes depuis l'adhésion du pays à l'UE, dont beaucoup d'artisans et d'entreprises de production de biens, offrant à la jeunesse des places d'apprentissage et des emplois et contribuant fortement à l'économie nationale. Sans souveraineté économique, un Etat ne peut remplir sa mission de sauvegarde de la stabilité économique; il ne peut ni la conserver ni la développer.

C'est l'AELE qui se présente comme la véritable alternative à l'UE.

Son avantage principal est que, au contraire de l'UE, elle ne mène pas de libre échange illimité. Les accords de l'AELE prévoient notamment une réduction des taxes douanières pour les produits industriels, mais chaque pays conserve le droit d'imposer ces dernières aux pays tiers et conserve sa propre politique économique et monétaire. Et surtout: l'agriculture et le marché du travail sont exclus du libre échange!

L'AELE a une grande importance pour un pays comme la Suisse, fortement orienté vers les exportations, une voie dans laquelle devrait s'engager (à nouveau) l'Autriche.

Etat social

Le principe suprême de l'UE, soit les «libertés du marché», autrement dit la liberté illimitée de l'échange de marchandises, d'établissement, des services, la libre circulation des travailleurs, ainsi que la libre circulation des capitaux. Cette dernière est essentielle pour les multinationales, puisqu'elle permet une politique orientée vers le profit maximum, source de difficultés majeures pour beaucoup de monde; cette politique est soutenue depuis des décennies par la *Cour de justice des Communautés européennes* (CJCE). La politique sociale y est totalement ignorée. La preuve en est apportée par l'augmentation constante du chômage, par la diminution des rentes vieillesse et l'écart s'élargissant entre riches et pauvres.

Neutralité

Est neutre un pays menant sa propre politique étrangère (comme la Suisse), se tenant strictement à l'écart de tout pacte militaire, et servant ainsi la paix. Du fait de son armée, à laquelle participe l'Autriche, l'UE représente elle-même un pacte militaire. A quoi il faut ajouter son étroite relation à l'OTAN, dont la majorité des pays de l'UE sont membres. Dans le dernier document sur la politique de sécurité du gouvernement fédéral autrichien, il est question d'inclure da-

vantage le pays dans les structures de sécurité internationales, l'OTAN y gagne en importance, et le devoir d'assistance et de participation à des expéditions militaires est renforcé. Le *Traité de Lisbonne* nous contraint à améliorer constamment nos capacités militaires (exigence de réarmement) et à participer, le cas échéant, à des interventions bellicistes, souvent dénommées «mission de combat contre le terrorisme». Cette dernière mission finit parfois dans des guerres d'agression menées de par le monde.

Ce n'est qu'en quittant l'UE qu'il sera possible de retrouver la neutralité en tant que base pour la politique étrangère autrichienne.

Liberté d'accepter ou de refuser les OGM

Du fait des «libertés illimitées du marché» obligatoires, il n'est pas possible pour un Etat membre de l'UE d'empêcher l'importation de fourrage OGM, par exemple les pommes de terre cultivées industriellement (*Amflora*) ou bien des produits finis contenant des ingrédients OGM. Il est absolument nécessaire de respecter la volonté des 1,2 million d'Autrichiens qui ne veulent pas de génie génétique ni dans l'agriculture, ni dans les produits alimentaires. Les revendications de l'initiative populaire de 1997 à ce sujet sont toujours d'actualité:

1. pas de nourriture sortant des laboratoires de génie génétique en Autriche;
2. pas d'autorisation pour la mise en liberté d'êtres vivants génétiquement manipulés;
3. pas de brevets sur la vie.

La politique de l'UE nous interdit cette protection, c'est pourquoi il faut s'en retirer.

Monnaie nationale

La monnaie nationale est une caractéristique primordiale d'un Etat. L'Autriche n'est plus en mesure de diriger son économie par une politique monétaire et de crédits; c'est pourquoi il lui faut retrouver sa propre monnaie (p. ex. le Schilling), afin d'assurer sa stabilité économique. Encore récemment, l'Autriche a dû verser 2,3 milliards d'euros pour la prétendue «aide à la Grèce» et 12,6 milliards pour le «plan de sauvetage» de l'euro. Cette procédure est anticonstitutionnelle et contrevient aux accords – selon les experts. Le résultat de cette politique erronée est une inflation galopante et le risque d'une conversion monétaire sur le dos des contribuables.

L'internationalisation des monnaies nationales est une erreur qui a contribué aux difficultés financières et économiques actuelles. La reprise des déficits de pays instables par des pays stables, ces derniers représentant le socle de l'euro, amplifie encore les difficultés. En sortant de l'UE, l'Autriche pourrait retrouver sa propre monnaie et mettre un frein au renchérissement.

Agriculture

L'agriculture doit être protégée par la réintroduction de taxes douanières et de restrictions commerciales. Ce qui permettrait d'assurer l'approvisionnement du pays avec des produits locaux. Nous avons besoin d'une politique agricole qui a pour but le ravitaillement de la population par des produits sains, la préservation des surfaces arables ainsi que leur exploitation écologique. Il faut obtenir pour les producteurs des prix conformes à leur travail et dans la mesure du possible favoriser la vente directe de produits de première nécessité, soit par le paysan lui-même soit par des coopératives agricoles. C'est fondamental pour assurer la sécurité alimentaire.

L'UE nous impose une production industrielle des produits alimentaires sur d'immenses exploitations et détruit ainsi les structures familiales réduites qui sont capables de s'adapter aux besoins régionaux de la nature, de l'homme et des animaux. Les agriculteurs sont tributaires des prix du marché mondialisé et des subventions de l'UE. Uniquement en quittant l'UE l'agriculture paysanne pourra survivre.

La liberté et la démocratie sont le fruit d'une lutte séculaire, les puissants n'ayant jamais lâché volontairement leur pouvoir.

Comment

soutenir cette initiative populaire

Tous les citoyens autrichiens, âgés de 16 ans révolus, sont habilités à signer les initiatives populaires. Dès que 8032 citoyens (1 pour mille de la population) auront signé la déclaration de soutien, le ministère de l'Intérieur annoncera publiquement pour tout le pays la semaine au cours de laquelle seront récoltées les signatures.

Vous trouverez les déclarations de soutien sur Internet à l'adresse www.webinformation.at. Vous pouvez aussi vous procurer ce document par téléphone: +43 650 736 22 00 ou par courriel: helmutschramm@gmx.at.

«Etre un acteur économique ...»

suite de la page 1

rie utilitariste de l'optimisation des profits est une idéologie historique qui a pour but de détourner l'attention des valeurs et des intérêts bien réels d'une *minorité*. Il réfute totalement l'idée que l'économisme serait «affranchi de toute référence à des valeurs». En effet, même «le fait de considérer une façon d'agir comme rationnelle a naturellement une signification normative car la rationalité est une notion directrice qui trouve finalement son sens pratique dans le fait de dire comment nous devons nous comporter rationnellement.»

Mais s'il est faux que l'économisme soit axiologiquement neutre, il traduit une conception de l'homme très limitée. Quand on songe que selon l'hédonisme éthique, ce n'est pas la raison humaine mais simplement les besoins de l'homme qu'on élève au rang d'instance suprême de nos actions justes, on se rend compte combien la notion de rationalité «purement» économique a peu de choses à voir avec la raison au sens plein. Les besoins se servent de la raison comme d'un simple moyen. La perspective d'une maîtrise de la pénurie de biens au moyen d'une culture critique et rationnelle de nos besoins, c'est-à-dire une accession critique à l'art de la «bonne vie»,

se situe a priori en dehors de la rationalité économique. Toute conception de la bonne vie chez l'homo economicus se voit axiomatiquement réduite à l'objectif hédoniste de l'optimisation des profits.»

- Pour finir, Ulrich explique pourquoi l'organisation concrète de la vie économique doit reposer sur une concertation entre toutes les personnes concernées: «Toute action ou toute institution que des citoyens libres et responsables ont décidée à la suite d'une concertation rationnelle entre toutes les parties en tant que forme légitime de création de valeur peut être considérée comme rationnelle au point de vue socio-économique.» L'éthique économique n'est donc ni un accessoire ornemental ni l'instrument hypocrite d'une économie encore et toujours axée sur l'utilitaire, mais doit être considérée comme «un élément de l'éthique politique à des fins émancipatoires qui vise avant tout à garantir ou à rétablir les conditions d'une libre concertation politico-économique entre citoyens responsables.»

Les hommes

doivent s'entendre sur leur économie

Autrement dit: l'économie est à tous égards l'affaire du peuple. A ce sujet, il convient de citer ici le constitutionnaliste *Karl Albrecht Schachtschneider*: «L'ordre économique qui

satisfait à la nature de l'homme et donc au principe de droit universel est un ordre qui garantit l'égalité et la liberté de tous les hommes de même que l'indépendance de chaque individu. Ainsi, la liberté et la propriété sont les fondements de l'ordre économique, la liberté étant conçue comme liberté politique et la propriété comme propriété sociale. Cette conception de l'ordre économique est libérale et sociale, et non libéraliste au sens d'une liberté impliquant le droit à l'arbitraire, liberté qui n'intégrerait pas autrui, c'est-à-dire la moralité. C'est l'ordre économique d'une république dont la loi fondamentale est la loi morale ou le principe d'amour. Seule une telle république réalise le principe du droit et garantit la paix générale grâce à une collaboration fondée sur le droit des peuples mais également et avant tout en économie, collaboration qui permet la réalisation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité et ne dégénère pas en un despotisme, capitaliste ou socialiste, qui se développe lorsque l'on abandonne la forme politique de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, c'est-à-dire la démocratie, qui n'est réalisable que dans les petites unités.» («Marktliche Sozialwirtschaft»; www.kaschachtschneider.de/Schriften/Dokumente-herunterladen/Sozialwirtschaft.pdf).

Les acteurs économiques doivent donc se considérer avant tout comme des citoyens et agir en conséquence.

S'opposer en tant qu'homme et citoyen à la déraison politique

Cela est d'autant plus valable que l'action économique, financière et politique en général des responsables politiques est encore très en retard sur l'état du débat scientifique et public et que la raison politique est encore absente de nombreux projets et décisions. Des pays continuent d'être économiquement ruinés par des directives absurdes de l'UE: les dernières nouvelles sur le déclin économique de la Grèce en sont la preuve. Des Etats souverains comme la Suisse continuent de subir des pressions massives exercées par l'UE avec des méthodes perfides. On continue de préparer des guerres: il convient de prendre très au sérieux les informations sur les projets criminels d'une guerre contre l'Iran. Et il se trame encore beaucoup d'autres choses inquiétantes.

Mais l'individu, dès qu'il commence à être citoyen, trouve sur son chemin beaucoup de précieux camarades de combat de même que la raison et l'humanité. •

¹ L'approche de Peter Ulrich est certes expressément laïque, mais elle correspond à bien des égards à la doctrine sociale chrétienne moderne.

² Son ouvrage fondamental, dont la 4^e édition a paru en 2008 (ISBN 978-3-258-07261-6) s'intitule «Integrative Wirtschaftsethik. Grundlagen einer lebensdienlichen Ökonomie».

Nouriel Roubini et Stephen Mihm: Economie de crise – une introduction à la finance du futur

par W. Wüthrich, Zurich

Nouriel Roubini n'a pas été le seul à avertir. Cependant, il a prévu dès 2006 la crise financière avec précision. Dans son dernier ouvrage, intitulé «Economie de crise – une introduction à la finance du futur», il analyse ce qui s'est passé et indique directement ce qu'il faut faire pour préparer un avenir plus stable. Aujourd'hui, Roubini conseille les hommes politiques et les instituts d'émission.

Importance de l'histoire

Nouriel Roubini est professeur d'économie à l'Université de New York: Il a écrit son dernier livre en collaboration avec Stephen Mihm, professeur d'histoire à l'Université de Géorgie. Le lecteur le remarque immédiatement: les ouvrages consacrés à l'économie politique sont souvent pleins de formules mathématiques, de courbes et de modèles censés représenter l'évolution économique; souvent, ils n'est pas facile de s'y retrouver. Paul Samuelson, un des économistes les plus connus du XX^e siècle, a lancé, il y a 30 ans, la «mathématisation» de l'économie politique. Agé aujourd'hui de plus de 90 ans, il s'est vu demander par un journaliste: «Que recommanderiez-vous à une personne qui commence aujourd'hui à étudier l'économie?» A la surprise de son interlocuteur, il répondit: «Il se peut que je vous réponde autrement que jadis. Aie un sain respect de l'histoire économique, car elle est la matière première dont sont issues tes hypothèses et tes preuves.»

Nouriel Roubini a pris ce conseil à cœur et travaillé en coopération avec le professeur d'histoire Stephen Mihm. Le résultat est impressionnant. Si les détails des crises, paniques et faillites différaient, les éléments essentiels n'ont guère changé durant les décennies et les siècles. Roubini démontre que les événements de 2009 auraient été familiers à l'observateur d'il y a un ou deux siècles.

Les comparaisons historiques aiguissent le regard posé sur les événements actuels et aident à répondre aux questions que suscite le futur. Roubini et Mihm montrent la voie.

Influence doctrinale

Non seulement les deux chercheurs se réfèrent à l'histoire, mais ils recourent, dans leur analyse, aux diverses doctrines économiques. Nous connaissons la plupart par leurs noms, tels les «keynésiens», les «marxistes», les «néo-libéraux», les «monétaristes», les «Autrichiens». Tous interprètent les événements économiques d'après leur conception de l'homme et du monde.

Les doctrines ont une grande influence sur la politique. Ainsi, John Maynard Keynes était proche de Franklin D. Roosevelt dans les années trente. Milton Friedman est associé à Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Aujourd'hui, l'économiste et prix Nobel Paul Krugman se targue publiquement d'avoir de temps à autre un entretien téléphonique avec Obama.

Contrairement à d'autres économistes, Roubini et Mihm proclament: «Nous n'adhérons pas à une doctrine particulière. Presque chaque courant économique peut contribuer à expliquer la récente crise, c'est pourquoi nous appuyons notre analyse sur un large éventail d'auteurs.» Seule une méthode globale permet de comprendre la crise. «Il nous faut déposer notre idéologie au vestiaire et considérer le problème calmement. Les crises peuvent prendre des formes très diverses et ce qui est adéquat dans une situation déterminée peut ne pas fonctionner dans une autre.»

Nous allons montrer les effets de deux doctrines économiques sur la politique, dans leur contexte historique, en tirant des exemples du livre de Roubini et Mihm, et les comparer à la situation actuelle. Ce sont les «keynésiens» et les «monétaristes». Dans un article ultérieur, je montrerai les effets de la doctrine «autrichienne», que Roubini décrit aussi exhaustivement. Ce courant de pensée est surtout celui du «Liberales Institut» de Zurich, qui publie les *Schweizer Monatshefte* [Cahiers mensuels suisses].



Il y a environ 100 ans, le pasteur Traber de Bichelsee, dans le canton de Thurgovie, fonda la première banque Raiffeisen de Suisse. Aujourd'hui encore, cette banque jouit de la confiance des citoyens parce qu'étant une coopérative, elle mène une politique différente des autres établissements. (photo thk)

John Maynard Keynes et les années trente

Hormis Karl Marx, l'Anglais Keynes (1883–1946) est bien l'économiste le plus connu. Il a enseigné durant la première moitié du XX^e siècle et s'est exprimé aussi à propos des problèmes politiques. Au milieu de la crise économique des années trente, il a déclaré lors d'une interview:

«Le capitalisme international et individualiste décadent, dans les mains duquel nous nous trouvons après la Première Guerre mondiale, est un échec. Il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux et, surtout, il ne tient pas ce qu'il promet. Il ne nous plaît pas et nous commençons à le haïr.»

La situation est évidente aux yeux des marxistes. Le capitalisme est un régime économique fondamentalement injuste et qui doit être aboli. Les moyens de production doivent être étatisés, ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale dans de nombreux pays, notamment dans la sphère d'influence de l'Union soviétique. En revanche, Keynes, qui respectait le droit de propriété, a proposé ce qui suit: L'Etat doit intervenir et modifier le capitalisme. En cas de crise, il doit accroître sensiblement ses dépenses consacrées au bien commun et – si nécessaire – les financer en s'endettant. Ainsi, la demande globale augmenterait et l'économie serait stimulée. De nouveaux investissements seraient effectués et de nouveaux emplois créés.

Comment la crise a-t-elle commencé à l'époque? En 1929, le «vendredi noir», la Bourse de New York avait enregistré un recul massif. De nombreux Américains avaient spéculé à crédit et ne pouvaient plus rembourser leurs dettes. Les banques elles-mêmes comptaient parmi les gros spéculateurs et étaient en difficultés – comme aujourd'hui. La crise boursière s'est répercutée rapidement sur l'ensemble de l'économie et a abouti à un plongeon conjoncturel. Tout comme Keynes le proposait, le président des Etats-Unis, Edgar Hoover, a lancé le plus grand programme établi jusqu'alors, qui visait à soutenir les banques et la conjoncture. Les banques devaient recevoir des crédits, les voies fluviales et la protection contre les inondations devaient être améliorées, les bâtiments publics, les routes, les autoroutes et les aérodromes bâtis. Son successeur, Franklin D. Roosevelt, a intensifié ces efforts en contractant – contrairement à Hoover – des dettes élevées.

Le résultat est impressionnant. 380 000 kilomètres d'égouts ont été formés ou assainis. 480 aérodromes, 78 000 ponts, 780 hôpitaux, 915 000 routes et plus de 15 000 écoles, hôtels judiciaires et autres constructions publiques ont été érigés. Le taux de chômage, qui atteignait encore 25% en 1932, est tombé

à 15%. (A titre de comparaison: calculé comme à cette époque, le taux du chômage aux Etats-Unis se monterait actuellement à quelque 17%.)

En 1937, Roosevelt s'est efforcé d'épargner et de contracter moins de dettes. La crise économique a repris alors rapidement. Le taux de chômage est remonté à 20%. En 1938, les préparatifs de guerre se sont accélérés. La dépression économique n'a cessé vraiment que pendant la Seconde Guerre mondiale.

Keynes dans l'après-guerre

En 1936, John Maynard Keynes avait publié son livre principal sous le titre de «Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.» Ce livre a marqué les sciences économiques et la politique jusque dans les décennies de l'après-guerre. Cependant, Keynes a été parfois mal compris. En effet, il n'a pas recommandé simplement aux politiciens de dépenser davantage pour stimuler l'économie. Ses conseils étaient les suivants: La politique devrait agir de manière anticyclique pendant une longue période. Durant les années grasses, les gouvernements devraient donc exercer une certaine retenue et former des réserves dont ils disposeraient en temps de crise pour des dépenses supplémentaires. De cette façon, l'Etat peut neutraliser l'évolution économique sans contracter des dettes excessives. De nombreux politiciens pensent à Keynes surtout en temps de crise, alors qu'ils trouvent de bonnes raisons de faire également des dettes pendant les années grasses.

La «contre-révolution» de Milton Friedman

Dans les années septante, après la fin de la haute conjoncture, la réputation du «keynésianisme» s'est ternie. La bureaucratie aurait gonflé toujours davantage, pourrait à peine être encore financée et remplacerait les activités de l'économie privée.

Milton Friedman, professeur d'économie politique à Chicago, a mené alors une sorte de contre-révolution. Ses disciples, dénommés «Chicago Boys», ont diffusé ses idées dans le monde entier. Ils passent pour les promoteurs du néo-libéralisme et de la mondialisation. Dans quelle mesure le sont-ils vraiment?

Friedman affirme que les Etats nations devraient procéder à une sorte de sevrage en limitant leurs activités et en laissant plus de latitude à l'économie privée. Il faut que les gouvernements renversent la tendance à confier toujours plus de tâches à l'Etat et remettent une partie de leurs activités à l'économie privée. Si l'Etat doit continuer à influencer sur l'économie, il doit le faire non plus

«Lors du dernier demi-siècle, tout le monde – des économistes universitaires aux traders de Wall Street – a été induit en erreur par les comptes de fées que l'on racontait à propos des miracles des marchés libres et des avantages illimités liés à l'innovation financière. La crise a porté un rude coup à ce système de valeurs.» (p. 372)

Toutes les citations sont tirées de l'ouvrage de Nouriel Roubini et Stephen Mihm intitulé «Economie de crise – une introduction à la finance du futur», Lattès 2010

«Comme nous l'avons clairement montré dans ce livre, la crise ne fut pas tant le produit de prêts hypothécaires à risque que d'un système financier à risque. En raison d'un ensemble de facteurs allant de la déformation des structures de rémunération à la corruption des agences de notation, le système financier mondial était complètement pourri. La crise financière n'a fait que retirer la peau lisse et brillante de ce qui était devenu, au fil des ans, un corps gangrené.» (p. 373)

– comme chez Keynes – par l'intermédiaire du gouvernement, mais par celui de l'institut d'émission.

Le message tendant à l'«autolimitation» des Etats nations s'est répandu rapidement, car les dettes de nombreux Etats avaient augmenté alors rapidement. Milton Friedman avait encore d'autres objectifs. Il voulait repousser l'Etat nation pour faire place au marché supranational, mondial, de l'OMC. Il s'agissait d'un nouveau cadre, qui correspondait davantage aux intérêts des grands groupes économiques. Milton Friedman était aussi l'un des partisans des efforts tendant à réduire la souveraineté et la responsabilité des Etats nations en faveur des institutions supranationales, telle l'UE.

Comparaison de Keynes et de Friedman

Le profil d'un économiste se reflète particulièrement dans sa manière d'interpréter la crise économique des années trente. Comme nous l'avons vu, Keynes a émis la thèse que la crise économique mondiale était due au fait que la demande mondiale s'était effondrée après le krach de 1929. Selon lui, la consommation était beaucoup trop faible, les entreprises n'avaient plus pu écouler leurs produits et avaient dû congédier des collaborateurs. Des investissements en de nouvelles fabriques n'ont pratiquement plus été effectués. Si l'institut d'émission américain, la Fed, a doublé la masse monétaire après 1933, ces mesures n'ont guère exercé d'effets. L'atmosphère était si mauvaise et la crainte de l'avenir si forte que les citoyens en détresse consommaient beaucoup trop peu et épargnaient beaucoup trop malgré les taux d'intérêt bas et l'argent bon marché. En dépit du recours à la planche à billets, les prix ont baissé, un excédent de marchandises ne trouvant pas acheteur. Seuls les programmes conjoncturels massifs, que Keynes avait préconisés, ont permis une amélioration. L'Etat aurait ainsi agi pour le bien commun et les Américains auraient eu du travail, disait-on.

L'argumentation de Milton Friedman est différente: Le «deficit spending» de l'Etat recommandé par Keynes n'aurait pas fait ses preuves. Lorsque Roosevelt, en 1937, a réduit les programmes conjoncturels volumineux et tenté ainsi de faire moins de dettes, la Bourse et la conjoncture se sont effondrées. Le taux de chômage a grimpé de nouveau de 15 à 20%. – La toute grande faute aurait été commise ailleurs. Après le «vendredi noir» de 1929, la Fed et les instituts d'émission du monde entier se seraient comportés de manière complètement fautive. D'après Friedman, ils auraient dû procéder à des injections mas-

«Nouriel Roubini et Stephen Mihm ...»

suite de la page 3

sives de monnaie. De nombreuses banques auraient pu être sauvées et l'on aurait pu empêcher que le citoyen perde sa confiance dans le système financier. Selon le monétariste Friedman, la masse monétaire aurait alors – comme aujourd'hui – plus que doublé. A vrai dire, quatre ans trop tard.

L'accroissement de la masse monétaire s'est réalisé de la façon suivante dans le régime des changes de l'époque: En 1933, la Fed a cessé d'échanger des billets de banque contre des pièces d'or. Plus encore: Roosevelt a nationalisé l'or en interdisant la possession privée de pièces et de lingots. Les citoyens des Etats-Unis ont dû livrer à l'Etat leurs réserves d'or privées au prix de l'époque de 20 dollars l'once. Peu de mois après, Roosevelt a dévalué le dollar de 41% et réévalué l'or en conséquence, le fixant à 35 dollars l'once. – Ce coup politique revenait pratiquement à exproprier les détenteurs d'or. Il permettait toutefois de mettre en branle la planche à billets et d'accroître considérablement la masse monétaire. Ce n'est qu'en 1974 que l'interdiction de détenir des réserves d'or à titre privé a été levée aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Jusqu'à maintenant, beaucoup d'Américains ne pardonnent pas à Roosevelt cette intrusion dans leur propriété et sphère privées, intrusion dictatoriale et problématique sur le plan de l'Etat de droit. Aujourd'hui, une once d'or coûte 1200 dollars. Cela montre combien le dollar a été manipulé, en quelques décennies seulement, au détriment des citoyens. Contrairement à la situation d'alors, la Fed n'est plus limitée aujourd'hui dans son recours à la planche à billets ou à son équivalent électronique.

Keynes et Friedman aujourd'hui

Comment les politiciens se comportent-ils aujourd'hui? Qui influe sur leur pensée? Keynes ou Friedman? – Roubini et Mihm pensent que les responsables actuels s'efforcent d'éviter les fautes du passé. Ils appliquent aussi bien la méthode «Keynes» que la méthode «Friedman», mais de façon plus décidée, plus radicale que par le passé.

Les moyens d'action décrits par Keynes, soit peu d'instruments ayant fait leur preuve, ont fait place à une foule disparate de mécanismes par lesquels l'Etat influe sur l'économie. Les instituts d'émission également ont accru massivement leurs moyens d'action. Non seulement ils ont doublé ou triplé la masse monétaire, mais ils octroient des crédits à nombre d'institutions, sauvent des banques, achètent des papiers-valeurs «toxiques» dont personne ne veut plus, financent les déficits d'Etats insolubles, etc. Les gouvernements et banques centrales opèrent en étroite coopération et tirent, pour stopper le déclin, tous les registres dont ils disposent dans le système actuel. L'argent du contribuable est non seulement placé en investissements de l'Etat, mais aussi pour garantir les dépôts en banque de particuliers et les dettes d'entreprises, pour nationaliser des

«La titrisation doit elle aussi être remise en question. Des solutions simplistes, consistant par exemple à demander aux banques d'assumer une partie du risque ne seront pas suffisantes: des mesures bien plus radicales devront être adoptées. La titrisation devra être beaucoup plus transparente et standardisée, et ses produits devront être fortement réglementés. Les titres de créance auxquels s'applique cette technique devront faire l'objet d'un examen minutieux. Les prêts immobiliers et les autres prêts concernés devront être de première qualité; et si tel n'est pas le cas, ils devront être clairement présentés comme risqués.» (p. 373)

banques, soutenir des entreprises du secteur de l'automobile ou les nationaliser. Tout cela prend des proportions gigantesques. «Si cela s'avère nécessaire, il volera en hélicoptère au-dessus de New York et fera pleuvoir les dollars.» a dit un jour Ben Bernanke, président de la Fed, dans un discours.

Cette cure radicale et sa masse de mesures diverses se sont avérées efficaces et ont stoppé provisoirement la «chute libre», comme l'appelle Stiglitz. Roubini et Mihm appuient la manière de faire des gouvernements et banques centrales: «A court terme, il convient d'empêcher l'écroulement précipité du système financier en assouplissant la politique monétaire et en prenant d'autres mesures préventives comme l'octroi de crédits ou de capitaux. Il importe également de stimuler la demande globale en lançant des programmes conjoncturels et en réduisant les impôts.»

Les Etats-Unis avaient certes perdu 8 millions d'emplois en peu de temps mais la situation de l'économie et des Bourses s'est un peu améliorée après les mesures de rigueur. En Europe également, on observe des signes positifs, par exemple dans l'industrie d'exportation allemande et suisse. La croissance a repris. Cependant, selon Ben Bernanke, les perspectives sont encore «extraordinairement incertaines». Il est pourtant disposé à continuer de soutenir la conjoncture.

Des «soupes populaires» de plus en plus nombreuses

Il existe cependant d'autres statistiques. En voici deux exemples:

1. Le nombre des Américains qui reçoivent des bons de repas a augmenté l'année dernière de 7 millions. Aujourd'hui, plus de

Les dangereux produits dérivés qui ont volé en éclats lors de la crise récente devront eux aussi être réformés. Les produits dérivés vendus de gré à gré (*over the counter*) – ou, plus exactement, sous la table – devront être ramenés dans un système de marché organisé et enregistrés dans des bases de données; leur utilisation devra faire l'objet de restrictions. La surveillance des produits dérivés devra par ailleurs être centralisée.» (p. 374)

«Ces produits dérivés ont considérablement changé lors des années récentes grâce à l'apparition de nouvelles variétés comme le *credit default swap* (CDS). «Cet instrument a été comparé à un contrat d'assurance, mais il est en réalité très différent. Il ressemble superficiellement à une assurance parce qu'il autorise celui qui l'achète à se prémunir contre l'éventuel défaut d'un débiteur. Si cela se produisait, le vendeur de cette «assurance» devrait aider l'acheteur à récupérer ce qu'il a perdu. Mais contrairement à l'acquéreur d'un contrat d'assurance, l'acquéreur d'un CDS ne possède pas une bribe de l'actif qui était l'objet du pari. Il y a pire: quiconque avait parié que quelqu'un ferait défaut avait toutes les raisons de faire en sorte que cela se produise. Acheter un CDS revenait à souscrire une assurance habitation pour une maison qui ne vous appartenait pas avant d'essayer d'y mettre le feu.» (p. 275)

40 millions d'Américains ont recours à cette aide étatique, forme moderne de «soupe populaire». (C'est grâce aux soupes populaires que durant la dépression des années 1930, les communes et des organisations privées essayaient d'améliorer le sort des Américains dans le besoin.)

2. Malgré la croissance économique, on crée peu d'emplois aujourd'hui. Pourquoi? Un exemple nous donne la réponse. L'entreprise américaine *Apple* a enregistré au dernier trimestre des bénéfices records. Jamais les affaires n'ont mieux marché car la production a été délocalisée en Chine et dans d'autres pays d'Asie.

Les mesures de sauvetage des gouvernements et des banques centrales ont entraîné des situations absurdes. En voici deux exemples:

Le système hypothécaire américain est quasiment nationalisé

Au début de la crise financière, les prêteurs hypothécaires *Fannie Mai* et *Freddie Mac* ont joué un rôle clé. Ils ont titrisé leurs hypothèques souvent douteuses et ont vendu les titres dans le monde entier. Aujourd'hui, on évite ces titres «pourris». Entre-temps, ces deux banques ont été nationalisées et l'Etat a garanti ces titres pour quelque 12 billions de dollars. Si le remboursement de cette somme venait à être réclamé, la dette publique des Etats-Unis, qui est déjà énorme, doublerait. Pour désamorcer cette situation, la Fed a racheté une partie de ces titres avec des dollars qu'elle a créés d'un clic de souris. Aujourd'hui, le système hypothécaire américain est plus ou moins étatisé.

Garanties étatiques insensées en Islande

En Islande, les trois grandes banques opérant au niveau global ont fait faillite, mais ces faillites ont été contrôlées. Toutes les filiales étrangères ont été vendues et les banques renationalisées, c'est-à-dire orientées vers le pays. Elles sont gérées sous de nouveaux noms par de nouveaux propriétaires. La reconstruction est en route. Voilà pour la bonne nouvelle. Mais il y en a également une mauvaise. Comme d'autres pays, l'Etat islandais a fourni des garanties étatiques insensées si bien que chaque famille islandaise de deux enfants a, en tant que contribuable, 1,2 million de dollars de dettes que lui ont laissées trois banques, dettes dont ces familles ne sont absolument pas responsables. La commission d'enquête du Parlement islandais a rendu il y a quelques semaines un rapport de 2000 pages qui est actuellement un best-seller dans la population. L'économiste *Vilhalmur Bjarnason* estime que les principaux responsables de la débâcle sont un petit groupe de quelque 30 personnes (directeurs de banque islandais, banquiers centraux et membres du gouvernement).

Hier et aujourd'hui

Lorsque l'on compare la crise actuelle à celle des années 1930, on est frappé par un fait: le président Obama, membre du Parti démocrate, avait annoncé lors de sa campagne électorale qu'une part importante des plans de relance devait être investie dans les infrastructures américaines. De nombreux ponts devaient être réparés d'urgence; en de nombreux endroits, les canalisations, les voies de chemin de fer et bien d'autres choses devaient être refaites. Il fallait développer les transports en commun, l'argent des impôts devait servir à financer des projets utiles, comme l'avait fait Roosevelt il y a 75 ans. Ces travaux d'intérêt public ont-ils été entrepris? La presse parle peu de ce sujet. De nombreux emplois auraient pu être créés. Or rien n'apparaît dans les statistiques actuelles. Cela laisse supposer que les billions de dollars des impôts ont été dirigés vers la finance.

Désaccord entre les économistes: que faire maintenant?

Certes, on a réussi à stopper la «chute libre» de l'économie grâce à des plans de rigueur. Le coût des mesures de relance est très élevé. C'est un choc pour les contribuables. Le «patient» n'est de loin pas encore guéri. Les effets secondaires sont considérables et la question demeure: que faire maintenant?

Dans de nombreux pays d'Europe, on a pris des mesures d'économie. La politique d'endettement excessif n'a plus de partisans parmi les politiques et dans les populations.

«Des réformes plus radicales encore devront être mises en œuvre. Il faudra découper certains établissements considérés comme trop gros pour qu'on les laisse faire faillite: c'est le cas de *Goldman Sachs* et de *Citigroup*, mais aussi de bien d'autres firmes moins connues.» (p. 374)

«De façon à accroître encore la stabilité du système financier, toutes les banques – y compris les banques d'affaires – devraient avoir interdiction de se livrer à des activités risquées de courtage pour compte propre. Elles ne devraient pas davantage être autorisées à se comporter comme des fonds spéculatifs ou des fonds de *private equity*. Il leur faudrait se cantonner à leur mission historique: lever des fonds et garantir des émissions de titres.» (p. 318)

Aux Etats-Unis, les Etats et les communes ont été contraints par la loi de réduire leurs dépenses, à fermer certaines institutions et à procéder à des licenciements si leur situation financière continuait à se dégrader.

Les économistes américains redoutent qu'un retour prématuré à la discipline budgétaire n'étouffe la reprise économique qui s'amorce, mais le problème des dettes les inquiète aussi. Pour y remédier, le Prix Nobel d'économie américain Paul Krugmann recommande officiellement une inflation «contrôlée» de 3 à 4%. D'autres économistes sont du même avis. En Europe également, on en discute, mais pas dans des débats publics. Nouriel Roubini et Stephen Mihm déconseillent cette mesure qui n'est pas une solution pour eux. Que proposent-ils?

Structures économiques malsaines

A brève échéance, il était nécessaire que les gouvernements et les banques centrales interviennent, mais «nationaliser les pertes au moyen d'injections de fonds publics est tout aussi intolérable que tenter de réduire les dettes grâce à une inflation accrue. Cela ne fait que déplacer le problème d'un domaine économique à un autre. A long terme, il est indispensable que les banques, les entreprises et les ménages insolubles se déclarent en faillite et puissent repartir de zéro. Les mesures durables de maintien en vie empêchent de résoudre le problème.»

Des mesures énergiques sont nécessaires aujourd'hui, cela d'autant plus que le secteur financier continue d'être surdimensionné. De nombreux établissements financiers ont été sauvés et travaillent aujourd'hui encore selon des modèles économiques sans avenir. Les interventions étatiques ont certes stoppé la «chute libre» mais elles ont en même temps renforcé des structures économiques malades.

Que faire?

Les gouvernements et les banques centrales doivent prendre aujourd'hui des mesures ra-

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

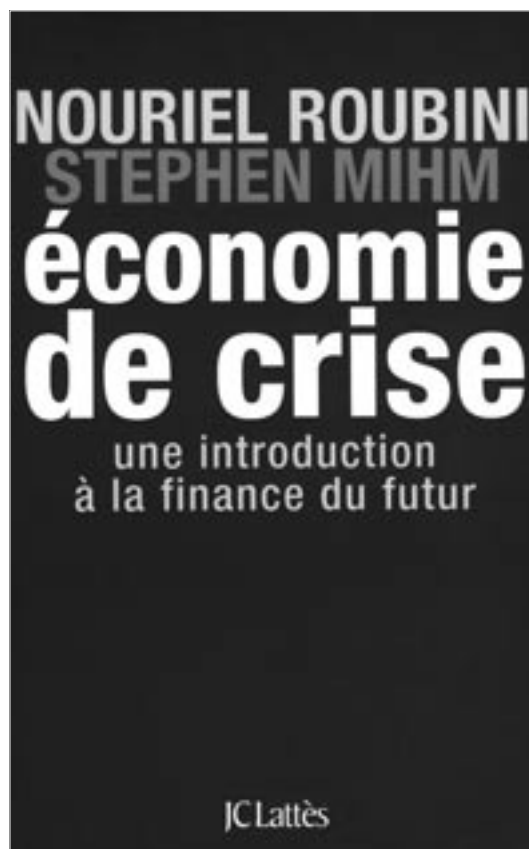
CCP 87-748485-6
IBAN: CH640900000877484856
BIC: POFICHXXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



ISBN 978-2-7096-3503-5

«Les banques centrales disposent certainement des pouvoirs – et des responsabilités – les plus importants en matière de protection du système financier. Elles ont largement échoué à remplir leur mission au cours des dernières années. Elles ne sont pas parvenues à faire respecter les réglementations qu'elles avaient mises en place; pis encore, elles n'ont rien fait pour empêcher la spéculation de devenir hors de contrôle. Elles ont nourri les bulles puis, comme en manière de compensation, ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour sauver les victimes de la débâcle qu'elles n'avaient pas su éviter. C'est impardonnable. A l'avenir, les banques centrales devront utiliser la politique monétaire et la politique du crédit afin d'entraver la formation des bulles spéculatives.

Les banques centrales ne peuvent à elles seules relever les défis auxquels est confrontée l'économie mondiale. Les déséquilibres grandissants des balances de paiements courants ainsi que le risque d'une rapide dépréciation du dollar menacent la stabilité économique de long terme; ces deux problèmes imposent de réformer la gouvernance économique mondiale. Le FMI doit être renforcé et doit pouvoir créer une nouvelle monnaie de réserve internationale. Et la manière dont le FMI se gouverne lui-même doit également être révisée.» (p. 375)

dicales comme elles l'ont fait énergiquement il y a deux ans. «Nous semons les graines de la prochaine crise, qui sera encore plus grave si nous n'effectuons pas les réformes nécessaires. Ce serait tragique de rater cette occasion. [...] Si l'on veut que le système soit un tant soit peu stable ces prochaines années, des réformes plus profondes sont nécessaires.»

Stratégie d'avenir

Roubini et Mihm mentionnent une série de mesures radicales. Ils demandent la fragmentation des banques en établissements qui effectuent des opérations bancaires normales et en établissements qui se vouent à la spéculation. Ils dressent ainsi une liste de grandes banques que l'on devrait faire éclater. Ils font allusion à la problématique du «too big to fail» dont on débat également en Suisse. Mais il ne s'agit pas seulement du risque qu'une grande banque mette en danger tout un pays. «Certaines banques sont non seulement trop importantes pour qu'on les laisse faire faillite, mais trop grandes pour exister et trop complexes pour être administrées convenablement. En fait, elles ne devraient même pas exister ou alors on devrait les contraindre à se fragmenter.» Comment? On devrait les obliger à constituer

des réserves beaucoup plus importantes que les petites banques. Cela restreindrait certes leurs possibilités d'action mais réduirait les risques pour le pays. «Seules ces mesures draconiennes peuvent forcer les grands groupes à se diviser en unités plus petites et moins dangereuses.» Roubini et Mihm mentionnent une série de banques de Wall Street – pas seulement américaines – qui devraient éclater. Il s'agit «notamment de *Bank of America*, *UBS*, *Wells Fargo*, *ING*, *Dexia*, *Royal Bank of Scotland*, *JP Morgan* et *BNP Paribas*.»

Expériences faites jusqu'ici

Les auteurs envisagent encore un autre moyen de faire éclater ces mégabanques. Au début du XX^e siècle, le Congrès américain a décidé de diviser la *Standard Oil Company* de *David Rockefeller* en plusieurs sociétés. En 1982, le ministère de la Justice a démantelé le groupe de téléphonie AT&T. «On pourrait lancer une campagne analogue contre les établissements <too big to fail> qui contrôlent des secteurs de plus en plus importants de la finance.» Roubini et Mihm parlent un langage clair et courageux qui ne leur fera pas que des amis. Ils ne devraient guère être satisfaits de la nouvelle loi américaine sur les marchés financiers qui vient d'être adoptée.

Autre chantiers

Dans d'autres domaines également des mesures énergiques s'imposent. Il existe en effet des déséquilibres considérables dans le monde globalisé. Les auteurs critiquent sans ambages la dette budgétaire et le déficit de la balance des paiements américains (avant tout vis-à-vis de la Chine): «La situation actuelle est insupportable et dangereuse et conduira au chaos si l'on n'entreprend pas de réformes profondes. Si les Etats-Unis ne mettent pas de l'ordre dans leur budget et ne font pas davantage d'économies, ils vont au-devant de problèmes douloureux.»

Ils disent aussi franchement ce qu'ils pensent à propos de l'Europe: «Des pays comme la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne seront tôt ou tard menacés d'insolvabilité et l'Union européenne redoutera tôt ou tard que ces pays ne tombent dans un chaos semblable à celui de l'Argentine en 2002 et de l'Islande en 2008. Ces chocs vont bouleverser une nouvelle fois l'économie mondiale. Mais en comparaison du «grand séisme» que représenterait un effondrement rapide et incontrôlé du dollar, ces événements paraissent anodins.»

Aller de l'avant

Quelles que soient les raisons des déséquilibres globaux et des inégalités en matière de prospérité, la crise a renforcé le malaise à propos de la globalisation et du libre échange. «La récente crise a montré que nous allons au-devant d'une époque de grande instabilité plutôt que d'une reprise durable. [...] La globalisation sera probablement la cause de crises plus fréquentes et plus violentes. La ra-

Pour la justice et la solidarité entre les citoyens du monde

C'est la crise mondiale la plus importante des quatre-vingts dernières années. Ce n'est pas un événement qui ne se produit qu'une fois par siècle, quelque chose qui n'arrive qu'à l'économie, que l'on ne pouvait pas prévoir et encore moins éviter. Nous croyons au contraire que la crise a été provoquée par les hommes. Elle est le résultat des fautes commises par le secteur privé et des mauvaises politiques du secteur public. (p. 132)

Les réglementations d'un pays peuvent avoir des répercussions sur d'autres pays. Il faut au moins coordonner la réglementation financière mondiale. Quoique la crise se soit globalisée, les réponses doivent être conçues au niveau national, avec un minimum de coordination et chaque pays prenant les mesures qu'il peut pour protéger son économie. Les pays en voie de développement, – y compris ceux qui ont beaucoup mieux réussi à maîtriser leur politique financière, monétaire et leurs régulations économiques que les pays industrialisés à l'origine de la crise – sont dans une situation particulièrement

défavorable car aux problèmes de concurrence déloyale – ils ne disposent pas des subsides et garanties des pays industrialisés – s'ajoute le manque de moyens pour mener des politiques financières anticycliques. (p. 136)

Si nous voulons vivre dans la paix et la sécurité sur cette planète, il faut qu'il existe un minimum de justice sociale et de solidarité entre les citoyens du monde. Nous devons être capables de collaborer afin de protéger la Terre des ravages du changement climatique, de nous entraider dans les époques de crise globale comme celle à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, et de favoriser une croissance économique et une stabilité durables. (p. 138)

Source: *Report of the Commission of Experts of the President of the United Nations General Assembly on Reforms of the International Monetary and Financial System (Stiglitz-Commission)*, 21/9/09. www.un.org/ga/concrisissummit/docs/FinalReport_CoE.pdf

Ce n'est pas le marché, c'est le système qui a échoué

Notre économie mondiale est délabrée. Cette idée est admise à peu près partout. Mais ce qui précisément est délabré et doit être corrigé fait l'objet de vives controverses.

Dans la perspective adoptée par la Commission qui a été largement soutenue par les Nations Unies, nous nous trouvons face à une véritable crise systémique aux nombreuses facettes. Dans cette perspective, la crise qui a été déclenchée aux Etats-Unis au mois de septembre 2008 est la plus récente et la plus lourde de conséquences parmi les diverses crises qui se sont déroulées en même temps: crises de l'eau, de l'alimentation, de l'énergie et de la durabilité. Elles sont étroitement liées et dues essentiellement à une conception économique autoritaire, appliquée dans le monde entier au cours des 35 dernières années. Selon cette conception, la logique du marché résout à peu près tous les problèmes sociaux, économiques et politiques.

Les éléments bien connus de la complexité de la politique économique – nécessité de s'attaquer aux origines économiques et non économiques de l'instabilité de l'économie (faillite du marché); nécessité d'assumer les coûts imposés à autrui et d'éviter l'appropriation inéquitable d'avantages sociaux par quelques-uns (délocalisations); nécessité pour les pouvoirs publics d'assurer à la population des conditions de vie satisfaisantes (bien public, justice sociale) – sont tous considérés comme des questions secondaires plutôt que fondamentales de la gestion économique.

La Commission insiste à plusieurs reprises sur le fait que la crise actuelle révèle des échecs à de nombreux niveaux – théorie, philosophie, institutions, politiques, pratiques, et, moins manifestement, éthique et responsabilité. La conclusion essentielle du Rapport est que nos multiples crises ne résultent pas du tout d'une faillite ou d'échecs du système. C'est le système lui-même, son organisation, ses principes, ses mécanismes institutionnels défectueux qui sont la cause de ces échecs. [...]

L'éthique doit être l'âme de l'économie

Tous les grands économistes – parmi lesquels il faut certainement ranger saint Thomas d'Aquin, Adam Smith, Marx et Keynes – ont reconnu que le concept atomiste d'homo economicus, homme rapace, dominé par ses émotions et socialement isolé, imaginé par les économistes universitaires résulte d'un raisonnement par l'absurde. Non seulement ils ont supposé que la vocation éthique de l'homme devait influencer ses décisions économiques et ses institutions, mais ils ont insisté sur ce fait et d'une manière qui paraît désuète aujourd'hui, alors qu'elle est en réalité absolument nécessaire. (pp. 8–9)

Source: Préface de Miguel d'Escoto Brockmann, président de la 63^e Assemblée générale des Nations Unies au «Report of the Commission of Experts of the President of the United Nations General Assembly on Reforms of the International Monetary and Financial System», 21/9/09. www.un.org/ga/concrisissummit/docs/FinalReport_CoE.pdf

pidité avec laquelle le capital financier peut arriver sur certains marchés et les quitter a renforcé les fluctuations des prix et l'intensité des crises financières.» Selon les auteurs, il est possible que les pays réglementent à nouveau plus fortement le commerce global, contrôlent la circulation des capitaux, etc. Une «ample réaction contre l'économie de marché est également possible.»

Quelle responsabilité l'Etat nation doit-il assumer? «Pour que les marchés fonctionnent mieux et que les salariés [...] puissent être plus flexibles et mobiles, nous avons besoin de davantage d'Etat et non de moins.» Celui-ci se charge de la formation nécessaire, crée un filet de sécurité et réduit les inégalités de revenu.

Alors que s'éloignait la pire crise financière depuis la Grande Dépression, les res-

«Voilà où nous en sommes. Après certaines crises antérieures, des politiciens échaudés ont procédé à la réforme du système financier. Nous avons la même opportunité, et nous devons la saisir. Si nous échouons, ce que nous venons de vivre pourrait n'avoir été qu'un prologue.» (p. 372)

ponsables publics et les experts ont été nombreux à faire remarquer qu'«il est terrible de gâcher une crise». C'est vrai. Nous planterons les germes d'une crise plus destructrice encore si nous négligeons cette occasion de mettre en œuvre les réformes nécessaires. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 11
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Une école édifée avec soin

Histoire de l'école primaire suisse

L'école primaire suisse est unique au monde. Elle est diverse, adaptée aux exigences des gens, de la région et de l'histoire locale. La démocratie directe a forgé la conception du système scolaire. Aucune autorité éloignée ne pouvait décider de la manière dont les enfants doivent travailler. Mais depuis quelque 20 ans, une influence destructrice s'exerce sur l'école d'une manière insidieuse. Les institutions démocratiques sont contournées peu à peu. L'article suivant décrit l'évolution du système scolaire, met l'accent sur ses forces et mentionne ses problèmes.

rl. Commençons par une remarque sur l'école dans une société démocratique: Comme, dans une démocratie, le citoyen est souverain, il doit recevoir une éducation complète. En plus de l'objectif pédagogique d'une éducation générale de «la tête, du cœur et de la main» (Pestalozzi), il faut envisager le rôle futur des élèves comme citoyens d'une commune, d'un canton et de la Confédération. Ce qui est décisif, ce n'est pas d'axer unilatéralement l'éducation scolaire sur les vœux de l'économie globalisée ou sur de prétendus changements dans la société, mais d'offrir une culture générale qui permette à chacun d'aider à résoudre toutes les questions de la collectivité en vue de l'intérêt général.

Cette éducation vise à ce que chacun soit apte à aborder de manière approfondie les questions politiques afin de mieux pouvoir prendre des décisions. Quelle que soit son



Ecole du canton des Grisons. Les cantons ont créé des structures scolaires diverses qui correspondent aux situations et aux besoins locaux. (photo keystone)

vie. 1857–1982» (1984) évoque les efforts en vue d'un bon enseignement de la manière suivante:

«La Conférence avait décidé, en 1860, de mettre à l'ordre du jour de toutes ses assemblées les expériences faites avec le programme. C'est ce qu'on a fait pendant six ans: un exposé sur une matière scolaire précise était suivi d'une discussion. Des leçons étaient présentées et discutées.» L'Ecole normale de Küsnacht (ZH) a publié en 1982 une brochure dont la couverture reproduisait la devise de son drapeau de la fin du XIX^e siècle: «Education et libération du peuple».

Contrairement aux Etats européens voisins, l'enseignement en Suisse a un lien très étroit avec la commune et le canton, ce qui apparaît dans ces publications. C'est un signe d'enracinement dans la démocratie directe.

Comme dans d'autres pays européens, on a, à la suite de l'humanisme et des Lumières, reconnu la valeur de l'enseignement. Les Lumières avaient apporté l'idée du droit de chacun à l'éducation. Ainsi dans la première moitié du XIX^e siècle naquirent en Suisse, en Autriche et en Allemagne, des mouvements en faveur de l'enseignement primaire portés par de nombreux pédagogues très engagés: Johann Heinrich Pestalozzi, Phi-

lippe Albert Stapfer, Friedrich Fröbel, Thomas Scherr, Adolph Diesterweg, Karl-Friedrich-Wilhelm Wander, etc. Leur plus grand souci était la réalisation d'un enseignement primaire pour tous. Leur engagement était étroitement lié au mouvement démocratique. Beaucoup s'opposaient au gouvernement de leur pays et en ont subi les conséquences. Les princes européens souhaitaient certes un bon enseignement de leurs sujets, surtout pour augmenter la prospérité et par conséquent les recettes fiscales, mais ils ne voulaient pas de citoyens éclairés dans leur pays. Alors qu'en Allemagne, après 1848, le mouvement en faveur de l'école primaire a été réprimé, il s'est considérablement développé en Suisse.

Grâce à diverses brochures commémoratives, on peut reconstituer l'évolution de l'école primaire suisse dans la démocratie directe. Le lecteur est impressionné de constater avec quel engagement, quel soin et quelle prévoyance on a conçu une école bonne et juste. La plaquette intitulée «L'école publique zurichoise entre 1832 et 1932», parue en 1933, décrit minutieusement chaque étape de cette évolution vers une école efficace qui satisfait aussi bien aux objectifs pédagogiques qu'aux exigences de la démocratie directe. Par exemple, on peut lire ceci: «Dès 1830 on savait qu'une démocratie faite de citoyens ignorants et mal élevés est une entreprise perdue d'avance. L'un des «vœux les plus importants» des gens d'Uster était «l'amélioration profonde de l'école». Dans la perspective d'un enseignant du secondaire, la plaquette «125 ans de conférences des professeurs du secondaire de Thurgov-

Attitude fondamentalement démocratique

«Si la démocratie veut croire en elle-même, elle doit croire en la possibilité d'éduquer tous les hommes et donner une instruction approfondie aux citoyens. Il s'agit principalement de développer une attitude démocratique fondamentale qui, même au niveau intellectuel, ne tolère ni une attitude élitiste ni une masse anonyme, mais uniquement des citoyens conscients de leurs responsabilités.»

Wiesendanger W. et al., *Die neue Volksschule der Regenerationszeit, in: «150 Jahre Zürcher Volksschule», Schule und Elternhaus, Heft 4, Schulamt der Stadt Zurich (Hg.), Zurich, 1982, p. 10*

L'Ecole dans une démocratie

A l'époque de la Régénération (1831–1839) se développa l'idée qu'un Etat doté d'une Constitution démocratique, mais sans instruction publique efficace sombrerait dans la domination de la populace puis dans l'oligarchie.»

Die Zürcherischen Volksschulen 1832–1932. Festgabe zur Jahrhundertfeier, Zurich 1933, p. 103

lippe Albert Stapfer, Friedrich Fröbel, Thomas Scherr, Adolph Diesterweg, Karl-Friedrich-Wilhelm Wander, etc. Leur plus grand souci était la réalisation d'un enseignement primaire pour tous. Leur engagement était étroitement lié au mouvement démocratique. Beaucoup s'opposaient au gouvernement de leur pays et en ont subi les conséquences. Les princes européens souhaitaient certes un bon enseignement de leurs sujets, surtout pour augmenter la prospérité et par conséquent les recettes fiscales, mais ils ne voulaient pas de citoyens éclairés dans leur pays. Alors qu'en Allemagne, après 1848, le mouvement en faveur de l'école primaire a été réprimé, il s'est considérablement développé en Suisse.

Les communes ont mis sur pied des commissions qui devaient contrôler les écoles. On avait ainsi des autorités élues de manière démocratique et composées de citoyens des communes. Dans chacune d'entre elles, ces autorités surveillaient l'enseignement, le corps enseignant et s'occupaient des bâtiments scolaires. Ainsi la commune pouvait exprimer ses vœux concernant l'école. Récemment encore, les parents pouvaient, en tant que citoyens, participer aux déci-

Pas uniquement les connaissances et le savoir-faire

«Donc l'école primaire est un lieu de formation des hommes. Certes, elle doit transmettre des connaissances et des savoir-faire essentiels pour réussir dans la vie. Mais sa véritable formation ne se manifeste pas uniquement dans les connaissances et les savoir-faire; sa spécificité consiste plutôt dans l'harmonie de la vie intérieure et l'intégrité qui sont dirigées vers le bien commun et ne doivent jamais craindre la lumière.» (Département de l'Instruction publique du canton de Zurich)

Gesetze und Verordnungen über die Volksschule und die hauswirtschaftliche Fortbildungsschule, Zurich 1983, p. 353 sqq.

sions concernant la nomination des enseignants. La surveillance officielle et pédagogique était effectuée par des personnes élues (*Inspektoren, Bezirksschulpfleger*), en collaboration, dans certains cantons, avec des enseignants chevronnés. L'organisation était démocratique, sans lourdeur administrative et proche du peuple. On traitait les problèmes sur place, directement et de manière subsidiaire.

Les cantons organisaient la formation des instituteurs et pourvoyaient à un système scolaire bien réglé. On élisait également des commissions (comme les «conseils de l'éducation») qui réunissaient toutes les couches de la population et des experts. Aucun ministre n'imposait par décret la politique de son lobby.

Le corps enseignant s'organisait en «conventions» (*Konvente*) ou, sur une plus grande échelle, en «chapitres» (*Kapitel*) ou «synodes» (*Synoden*), afin de proposer des améliorations du système scolaire ou de les réaliser. Les nombreux manuels rédigés avec beaucoup de soin sont une preuve de cet engagement impressionnant.

Dans de nombreux cantons, le corps enseignant organisait lui-même l'école. Pour un temps limité, les enseignants élisaient parmi les leurs un «administrateur» (*Hausvorstand*) ou un «directeur» (*Schulleiter*) qui assurait la coordination de l'enseignement. C'est l'école qui se chargeait des emplois du temps, du matériel, de la plupart des tâches administratives. Mais elle organisait aussi des événements extrascolaires. Il s'agissait là d'un

Mouvement populaire démocratique

«Dès 1830, on savait qu'une démocratie faite de citoyens ignorants et mal élevés est une entreprise perdue d'avance. L'un des «vœux les plus importants» des gens d'Uster était «l'amélioration profonde de l'école.»

Die Zürcherischen Volksschulen 1832–1932. Festgabe zur Jahrhundertfeier. Zurich 1933, p. 8

Se rendre compte de ce que les enfants ont appris

Le peintre Albert Anker s'exprime en tant que membre de la Commission scolaire au sujet de l'examen de fin d'année: «Nous avons notre examen, et en tant que membre de la Commission scolaire, je devais absolument y participer. Depuis deux ans, nous avons une école secondaire et tout le monde veut se rendre compte de ce que les enfants ont appris.»

Albert Anker 1889. Cité d'après Albert Anker. Schöne Welt. Zum 100. Todestag, Kunstmuseum Bern (Hg.) p. 130

modèle d'autogestion relativement peu coûteux.

Les divers cantons développèrent des structures scolaires différentes, selon leurs besoins et leur situation, si bien qu'aujourd'hui l'école du Tessin se distingue par exemple de celles des cantons de Vaud ou de Schaffhouse. Des accords intercantonaux fixent un cadre fédéral (concernant p. ex. l'obligation scolaire, la gratuité de l'enseignement ou le nombre des leçons de gymnastique).

Dès le début, il y eut des tentatives de la Confédération d'influencer les institutions scolaires cantonales, mais en 1882, l'idée du Conseil fédéral d'instaurer un «bailli scolaire» (*Schulvogt*) fut un échec complet. Pendant longtemps, on n'aborda plus le sujet.

A différents niveaux, on essaie aujourd'hui de centraliser l'école sans demander l'avis du peuple. Les activités au niveau intercantonal (*Harmos, Lehrplan 21*) de la Conférence des directeurs de l'instruction publique (*CDIP*) qui n'a pas été élue directement illustrent ce fait. L'introduction généralisée de directeurs d'école pilotés étroitement par les autorités scolaires cantonales représentent une rupture dans l'histoire de l'école primaire. Ces transformations ne sont pas des acquis suisses: elles viennent par des voies indirectes de la maison Bertelsmann¹ et de l'OCDE² et sont orientées vers le pouvoir et l'économie.

Aujourd'hui, des parents, le corps enseignant et également des spécialistes en pédagogie, tous mécontents, demandent l'arrêt des «réformes», car la plupart d'entre elles se font aux dépens de la relation démocratique et de la qualité de l'école. Il faut absolument revenir aux fondements de notre école, arrêter les réformes scolaires absurdes et accomplir de nouveau des choses positives. •

¹ Le bla-bla à propos d'écoles «indépendantes», «partiellement autonomes» ou «autonomes» n'a pas de fondement pédagogique; il relève de la politique hégémonique et économique qui considère l'école comme une unité dirigeable et générant des profits. La Fondation Bertelsmann a joué un rôle non négligeable dans l'introduction de ce concept avec sa publication distribuée largement et gratuitement en 1995 – «Avenir de l'éducation. L'école de l'avenir» – dans laquelle elle a propagé l'idée de l'école comme «maison de l'apprentissage». (Voyez comment le paysage éducatif européen s'est, au cours des 15 dernières années, rapproché de ce concept du secteur privé). L'idéologie néolibérale de Milton Friedmann a exercé une influence déterminante ici (notons qu'en économie, cette théorie a lamentablement échoué lors de la crise bancaire).

Après son départ, Ernst Buschor, qui, en tant que chef du Département de l'instruction publique du canton de Zurich, avait mené des «réformes scolaires» sur une grande échelle, est devenu membre du conseil d'administration de la Fondation Bertelsmann.

² Organisme sans légitimité démocratique, l'OCDE, dont la Suisse fait partie, s'est attribué des missions qui dépassent largement le cadre de l'économie. Elle fixe indirectement pour toute l'Europe des missions de politique scolaire. Mais on ne sait pas qui, et de quel droit, confie des missions à l'OCDE. Ainsi on rédige des rapports, étudie certains phénomènes ou développe des tests pédagogiquement contestables comme les tests PISA. Les résultats sont ensuite proposés comme objectifs éducatifs. Des contenus élaborés par des commissions de l'OCDE sont introduits dans des programmes scolaires cantonaux et intercantonaux. De nombreuses autorités scolaires cantonales se sentent de plus en plus dépassées par la masse d'exigences «internationales» et font appel à des «experts». Il arrive qu'un représentant de Bertelsmann ou de l'OCDE atterrisse dans l'administration scolaire.

Satire (I)

Toujours à votre service, Monsieur le Directeur!

rt. Depuis quatre ans, je fais partie de notre équipe d'enseignants. Je suis un rouage bien huilé de la machine. Dans notre école, il se passe toujours quelque chose. Et depuis qu'elle a un directeur, tout tourne rond. Les décisions sont prises rapidement et appliquées correctement: plus de discussions en conseil des maîtres. Notre directeur dit ce qui est bien, il dit comment appliquer ses «visions d'avenir» si nous voulons être une école «cool» et nous le voulons tous. Après trois ans, il en est vraiment ainsi: plus personne ne pose de questions dérangeantes ni n'exprime d'avis divergents.

Nous assistons notre directeur de manière constructive et dans la joie quand nous sommes face à de nouvelles tâches. Nous lui passons aussi volontiers des fautes car, après de nombreuses années passées dans l'économie privée, il ne peut pas savoir précisément comment marche une école, mais son expérience professionnelle a donné un nouvel élan à notre école. En outre, il s'aide du guide scolaire *Bertelsmann*. Apparemment, nous travaillons maintenant beaucoup plus efficacement. Chaque mois, nous appliquons au moins une proposition du *Département de l'instruction publique* ou de la *Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique*. Une nouvelle ère a commencé.

Au début, notre directeur n'avait pas la vie facile. C'est pourquoi j'étais très heureuse que lors de sa formation en emploi de directeur d'école, il ait choisi le module «Comment faire face à l'opposition», comme il me l'a confié un jour en passant. Depuis, il est plein d'allant. Il n'a plus de conflits avec les collègues plus âgés. J'ai constaté qu'il est aimable avec eux et qu'il les remercie très chaleureusement de leurs propositions. Il m'a dit avec un clin d'œil qu'il s'agissait de «DO appliqué». Quand je l'ai regardé d'un air interrogateur, il a ajouté: «développement organisationnel». Je n'ai aucune idée de ce que c'est, mais mon directeur sourit maintenant si souvent. Seuls les collègues plus âgés disent chaque fois: «Encore une proposition qui tombera aux oubliettes sans avoir été discutée!»

Réforme permanente de l'école

rl. Depuis le début des réformes scolaires permanentes (dans les années 1990), les structures démocratiques sont systématiquement affaiblies. Un rôle-clé est joué par l'augmentation du pouvoir des directeurs d'écoles primaires qui sont eux-mêmes dirigés plus étroitement. C'est inhabituel, car auparavant les enseignants réglaient une grande partie de leurs affaires démocratiquement entre eux. Maintenant les réformes scolaires sont imposées de l'extérieur par le biais du directeur d'établissement, sans que l'on puisse s'y opposer. Cela entraîne un processus de développement organisationnel permanent.

De nombreux enseignants se plaignent de ne plus trouver le temps nécessaire pour préparer soigneusement leurs cours, car ils sont constamment confrontés à des tâches supplémentaires (par exemple des évaluations) ou de la formation continue obligatoire (supervision, développement de nouveaux principes directeurs, etc.).

Comment on détruit les écoles

«Donc une grande partie des écoles peuvent pratiquer le développement organisationnel avec les moyens du bord ou faire appel à des conseillers externes pour leur formation continue interne. Les cas ne sont pas rares où naissent de graves conflits qu'on ne peut pas résoudre sans conseillers externes. [...] Ces cas nécessitent constamment des impulsions extérieures.»

Dalin, Per; Rolff, Hans-Günter; Buchen, Herbert. «Institutioneller Schulentwicklungs-Prozess. Ein Handbuch.» Bönen 1996. p. 337



Les élèves sont de plus en plus victimes de processus de développement organisationnel. On qualifie par euphémisme cette évolution de «développement scolaire». Ce processus a lieu dans toute l'Europe. Des grands groupes comme les éditions Bertelsmann le pilotent et en profitent. L'objectif de leur école n'est pas de faire des élèves de futurs citoyens éclairés et responsables. Il faut donc exiger de la transparence. C'est le peuple qui doit décider de l'avenir de l'école primaire. (photo mad)

Maintenant, nous avons rarement des conseils des maîtres au cours desquels nous prenons des décisions. Mon directeur dit que ça «économise l'énergie». C'est que nous avons tant de travail. Chacun d'entre nous fait partie de trois ou quatre groupes de projet différents: *diplôme de fins d'études, PISA, camp, marché de Noël, EI (enseignement individualisé), aménagement de la cour de récréation*, etc. Nous recevons une mission ou nous devons chercher nous-mêmes une mission à accomplir dans un cadre donné. Ensuite, nous élaborons des propositions que les autres doivent accepter; ou alors, si la direction y est opposée, notre proposition est «mise en standby», comme disent mes collègues plus âgés.

Quand, ensuite, nous nous réunissons tous, les séances sont structurées à l'avance de manière précise quant à leur contenu et à leur durée et sont «coachées» par notre directeur ou une animatrice extérieure, *Marlis Weber* (de *Weber Schulcoaching AG*).

Nous avons le droit de noter sur une fiche notre avis sur un sujet choisi, comme quand nous étions élèves de première année. Nous punaisons notre fiche à un panneau d'affichage. Ensuite, chaque enseignant colle une pastille de couleur sur la fiche qui lui plaît le mieux et une pastille d'une autre couleur sur celle qui ne lui plaît pas du tout.

La dernière fois, nous avons abordé la question de nos nouveaux «principes directeurs de l'école»: «apprendre – vivre – créer». Il y a eu un vif échange de propos entre notre directeur et le concierge. Une jeune enseignante avait écrit sur sa fiche: «Confectionner avec tous les élèves des avions en papier et les faire voler au-dessus de la cour de récréation.» Dans la partie questions qui précède le collage des pastilles, notre concierge avait demandé ce que cela avait à voir avec «créer». La jeune collègue, qui apporte toujours dans notre école les dernières idées de la formation des maîtres, a dit: «C'est évident, chaque élève crée personnellement son avion.» et le concierge de répliquer, hésitant: «Ce n'est pas grand-chose.» Alors le directeur est intervenu: «Halte-là, on ne juge pas les propositions; ça casse tout le processus. Je te prie de te contenter de ne poser de questions que si tu n'as pas compris sa proposition.» Le concierge a grommelé qu'il trouvait idiot de passer toute la journée à coller des pastilles alors qu'il avait du travail et que les élèves devaient rester chez eux. Et il a ajouté:

«Tout ça simplement à cause de principes directeurs de l'école que personne n'a lus.» Le directeur a regardé le concierge en acquiesçant et a dit qu'il le comprenait parfaitement mais qu'il s'agissait d'un processus très important pour nous tous et qu'il ne fallait pas l'interrompre.

Oh misère! Nous avons si bien travaillé ensemble et voilà qu'il venait entraver le processus. Ça va apparaître dans son AC, pardon, dans son «appréciation des collaborateurs».

Après, il n'a plus rien dit. Mais une autre collègue est intervenue: elle a déclaré qu'on perdait son temps à parler d'avions en papier alors que la semaine précédente, il y avait eu quatre bagarres entre élèves dans la cour. Après l'avoir regardé longtemps droit dans les yeux, le directeur a précisé: «Avec ces principes directeurs, nous promouvons notre «corporate identity»; cela nous renforce, nous et nos élèves. Tu verras, il y aura moins de frictions. Et d'ailleurs, l'application des principes directeurs est une mission qui figure expressément dans le rapport d'évaluation cantonal sur notre école. Nous devons faire cela. Mais pour ce qui est des bagarres, sois rassurée, nous avons invité une «task force de prévention» cantonale et nous appliquerons un programme de prévention avec l'équipe de conseillers de *Go soft*.

Mais la collègue a continué sur sa lancée comme si de rien n'était: «Depuis trois ans, il n'y a pas classe lors de ces éternelles «mesures d'évaluation et de qualité de l'éducation» et des journées de formation continue interne au cours desquelles nous collons des pastilles tandis que les résultats de nos élèves ne cessent de se dégrader et que les problèmes augmentent dans la cour. Nos jeunes collègues n'ont plus guère le temps de préparer consciencieusement leurs cours. Chacun d'entre eux doit participer à plusieurs groupes de projet. Or nous sommes là pour nos élèves et non pour l'école.» A ce moment-là, mon directeur est enfin devenu directif: «Ce sujet n'a pas sa place ici.» Ensuite, il a adopté un ton plus aimable: «Soulève la question à la prochaine séance d'un du groupe de réflexion.» Après, plus personne n'était vraiment de bonne humeur, mais malgré cela, notre directeur est resté serein; il n'a cessé de nous encourager et de louer nos propositions.

J'ai encore entendu un collègue souffler à une collègue: «Encore trois années comme les trois dernières et nos jeunes collègues se-

ront devenus des receveurs d'ordres efficaces, notre école se sera transformée en un laboratoire de développement organisationnel, nos élèves travailleront encore moins et les habitudes démocratiques disparaîtront. Mais je crois que les citoyens de notre commune ne supporteront plus longtemps ce gaspillage d'argent public et que des types comme notre directeur avec ses «techniques de méditation» devront bientôt s'en aller. Je crois que ce collègue trouve que mon directeur est superflu.

Après notre «journée d'évaluation de la qualité de l'éducation», j'étais vraiment claquée. Nous avions bien travaillé, malgré l'incident. Le soir, nous avions plusieurs propositions vraiment créatives pour l'application de nos principes directeurs que nous avons intégrés à notre «plan quinquennal». A vrai dire, je voulais préparer mes cours pour le lendemain mais je devais encore rédiger le procès-verbal de notre groupe «gymnastique», remplir le «questionnaire d'évaluation tandem» et consulter mes courriels. Cela prend malheureusement un certain temps. J'étais triste d'avoir si peu de temps pour mes préparations. Mon ami dit qu'à minuit, il faut s'arrêter de préparer ses cours, sinon, le lendemain, les élèves ont devant eux une institutrice qui n'a pas assez dormi.

Je dois veiller à ne pas souffrir d'un burn-out. Mon directeur a dit que chacun était individuellement responsable et que nous devions nous ménager. Je suis contente qu'il se soucie de notre bien-être. Notre prochaine journée de formation continue interne s'intitule «Fortifie-toi toi-même - fortifie le groupe». Je m'en réjouis déjà.

A une heure vingt, j'éteins la lampe de mon bureau après avoir rempli la première partie du «questionnaire d'évaluation tandem».

Les élèves sont de plus en plus victimes du processus de développement organisationnel. On qualifie par euphémisme cette évolution de «développement scolaire». Ce processus a lieu dans toute l'Europe. Des grands groupes comme les éditions Bertelsmann le pilotent et en tirent profit. L'objectif de leur école n'est pas de faire des élèves de futurs citoyens éclairés et responsables. Il faut donc exiger de la transparence. C'est le peuple qui doit décider de l'avenir de l'école primaire. •

Notre commune – un lieu de démocratie directe

mk./hk. Dans notre petit village de Suisse alémanique, la démocratie directe n'est pas un mot en l'air, mais fait partie du quotidien vécu comme le montrent les exemples ci-dessous.

Les habitants qui ont le droit de vote se réunissent normalement quatre fois par an dans une salle pour l'Assemblée communale. Le Conseil communal – l'exécutif qui comprend chez nous sept personnes – présente aux citoyens des objets à débattre et pour prendre des décisions qui se prennent en général sous forme d'un vote public. A part l'acceptation des comptes annuels de l'année courante et le budget pour l'an prochain, les objets concernent divers domaines.

Les autorités et les citoyens règlent leurs affaires en commun

Un jour, il s'est agi de la vente de deux parcelles appartenant à la commune situées au centre du village. Le Conseil communal a expliqué ses réflexions concernant la vente. Il jugeait nécessaire de vendre ce terrain pour décharger les finances communales, particulièrement éprouvées cette année-là. Tout en comprenant la requête du Conseil communal, la population a émis des réserves. Une des parcelles se trouve juste à côté de la maison communale. Quelques citoyens ont objecté qu'une construction sur le terrain à vendre pourrait cacher la vue sur notre beau bâtiment communal. Le Conseil communal avait élaboré un seul préavis pour la vente des deux parcelles, mais un citoyen a demandé de voter séparément la vente des deux parcelles. On a donc d'abord voté cette demande réglementaire qui a été acceptée. Dès lors on pouvait voter la vente de la parcelle voisine de la maison communale. Le Conseil communal a accepté la vente de la parcelle, mais tous les citoyens présents, sauf un, ont voté contre. Le Conseil communal ne peut donc pas vendre cette parcelle. La vente de la deuxième parcelle, un très beau terrain constructible au milieu du village, a été acceptée. Mais auparavant, sur la demande d'un citoyen, on a pris la décision que le terrain ne devait pas être vendu en dessous de 750 francs le mètre carré. Avec cette mesure on peut assurer que le terrain ne soit pas vendu en cachette à bon prix par le Conseil communal. Ce n'est cependant pas une marque de défiance envers le Conseil communal, mais simplement le souci de la population d'assurer la valeur de la propriété et de prendre soin des finances de la commune. Pour nous, c'est un exemple de démocratie directe où les autorités et les citoyens gèrent ensemble leurs affaires et en portent la responsabilité pour leur village.

Chacun doit pouvoir exprimer ouvertement et librement son opinion

Quelques mois plus tard, lors d'une autre Assemblée communale, on a débattu de la question de savoir si la commune ne devait pas participer à la construction d'un nouveau terrain de football dans la commune voisine. Cela aurait signifié pour notre commune une somme à six chiffres comme participation à la construction et ensuite toutes les années des coûts répétés pour l'entretien. A part les citoyens, des invités, des délégués des associations sportives et des supporters de foot de la commune voisine ont participé à l'assemblée, naturellement sans droit de vote. Une discussion animée s'annonçait. Notre président de commune a ouvert les débats: «Je prie tout le monde de ne pas applaudir ni de huer ce soir pendant la discussion. Chacun doit pouvoir exprimer ouvertement et librement son opinion.» Tous, sans exception, se sont tenus à cette règle. Une discussion passionnée et passionnante a suivi. Les partisans du stade de foot ont souligné combien le club de foot était important pour les jeunes. Qu'il était important d'avoir un beau terrain pour l'entraînement, car le football était une véritable prévention contre la drogue. Un père par contre a posé la question comment il fallait comprendre le fait que l'année précédente on avait refusé une place de jeu pour les enfants en prétendant que l'on avait pas assez de moyens financiers. Pourquoi est-on tout d'un coup prêt à dépenser autant d'argent pour un terrain de foot? Une autre proposition était de faire profiter de cet argent la jeunesse du



Discussion à l'Assemblée communale concernant l'eau: «On n'a pas entendu d'injures, la discussion était rude mais correcte et l'accord était fait de façon que tout le monde a pu garder la face, même la commune.» (photo mt)

village d'une autre manière. La votation a eu lieu. Une majorité écrasante des citoyens a accepté le terrain de football. Nous appartenions à la minorité qui a voté contre.

Il faut un certain courage pour lever la main dans une telle situation et pour dire non. C'est possible uniquement parce qu'on sait qu'on n'en sera pas désavantagé au village. Mais ça fait du bien d'avoir sa propre opinion et de pouvoir l'exprimer ouvertement et honnêtement. Dans la commune voisine, l'Assemblée communale a aussi dû voter sur cette affaire. Dès le début, l'ambiance était très échauffée et la discussion ouverte difficile. Que faire? Une citoyenne a proposé de passer par les urnes pour donner à chaque citoyen, aussi à ceux qui n'étaient pas présents, l'occasion d'exprimer leur opinion parce qu'il s'agissait de beaucoup d'argent. Cette proposition a été retenue et la demande réglementaire, formellement correcte, a été acceptée. Ainsi, l'Assemblée communale échauffée s'est terminée dans la bonne entente, sans vote. Cependant, quelques semaines plus tard, par le vote populaire, le financement du terrain de football a été refusé par les citoyens. Le projet d'un nouveau terrain de foot a donc échoué, indépendamment du fait que notre commune l'avait accepté. Cela fait partie des droits fondamentaux du citoyen de pouvoir faire une demande réglementaire et d'influencer ainsi le déroulement d'une Assemblée communale. De telles réglementations se sont créées en Suisse au courant des siècles. Leur sens était et demeure de créer des moyens de pouvoir régler pacifiquement des conflits au sein de la vie communale.

De l'eau potable pure

A l'entrée de notre village se trouve une fontaine. Les aînés du village racontent que la fontaine a toujours donné de l'eau même en cas de périodes sèches. Un habitant qui habite près de la fontaine a découvert un jour que la fontaine portait la mention «eau non potable!» Comme il y avait beaucoup de cyclistes qui passaient près de la fontaine pour se désaltérer, il y a posé une cruche d'eau propre avec des verres avec la prière de se servir. Mais l'affaire n'a pas arrêté de le tracasser. Il s'est renseigné auprès de l'administration communale et il a appris que l'eau potable avait été polluée dans le réservoir de la source et qu'il avait été nécessaire de poser cet avertissement. Le Conseil communal avait décidé pour les mêmes raisons de raccorder la fontaine sur la place de l'école, ravitaillée par la même source maintenant polluée, à l'approvisionnement en eau communale. Le citoyen était scandalisé: «Pendant des générations, nous avons eu dans notre village des fontaines avec de l'eau pure; ce n'est pas possible qu'on soit obligé d'accepter de ne plus pouvoir boire cette eau!» Il s'est adressé plusieurs fois au Conseil communal et l'a prié d'arranger cette affaire d'eau, c'est-à-dire de prendre des mesures pour assainir la source.

Sa requête a été refusée avec la justification qu'en ce moment, les finances de la commune ne permettaient pas l'assainissement. Par la suite, il s'est adressé au service responsable de l'eau du canton. Cette administration lui a donné raison sur la base des lois correspondantes et a obligé la commune d'arranger cette histoire dans les délais légaux, ce qu'elle a fait. Se faire entendre comme citoyen par les autorités n'est pas toujours facile. Il faut du courage et de la persévérance.

Les citoyens ont été invités à la consultation

Environ un an avant les événements concernant notre eau, le travail pour un nouveau Règlement des zones d'affectation et de construction (RZC) a commencé dans notre commune. Cette disposition fixe quels règlements de construction doivent être respectés et quelles parcelles doivent être attribuées à quelles zones, c'est-à-dire si une parcelle appartient à la zone agricole, à la zone sans affectation définie ou bien à une des zones constructibles. Pas une petite affaire en somme, car lors d'un changement du RZC, l'attribution des zones doit aussi être changée, lorsque par exemple une parcelle de la zone agricole doit être transférée dans une zone de construction ou vice-versa. La valeur d'une parcelle peut ainsi être augmentée ou diminuée d'un jour à l'autre de plusieurs milliers de francs. Les autorités en sont bien conscientes et c'est pour cette raison que lors du renouvellement du RZC, le Conseil communal a entamé une procédure très correcte, un exemple en démocratie directe. Dans une première assemblée d'information, le Conseil communal, soutenu par un expert de l'office cantonal de l'aménagement du territoire, a informé sur les objectifs et les buts du nouveau RZC, sur les idées fondamentales qui le guideront lors de l'actualisation des règlements de construction et de la réorganisation du plan de zones. A l'information a succédé un échange très ouvert sur les projets prévus, des questions ont été posées et ont, dans la mesure du possible, trouvé des réponses et bien sûr, il y a déjà eu des objections et des doutes exprimés à haute voix. Le Conseil communal nous a congédiés avec la communication que les travaux prendraient environ trois quarts d'année et que nous serions conviés à la fin de ce délai à une nouvelle séance d'information. Celui qui voulait s'informer et se préparer pouvait aller chercher le premier projet au secrétariat communal. La deuxième assemblée s'est déroulée de manière similaire à la première. On a d'abord discuté l'état du projet, cette fois avec une justification plus détaillée des décisions prises, ainsi que des explications sur les nouvelles attributions de zones. Une discussion animée et bien sûr souvent contradictoire a suivi. Aucune décision n'a été prise ce soir-là. Le Conseil communal a invité les citoyens à partici-

per à la consultation, c'est-à-dire il les a invités à prendre position par écrit sur certains détails ou sur la réglementation dans son entier, sur les attributions de zones, sur toutes ou l'une en particulier. Le Conseil communal tiendrait si possible compte de ces prises de position pour l'élaboration de la version finale du RZC et il discuterait le cas échéant avec les citoyens. Il a offert aux citoyens concernés la possibilité de venir clarifier leur situation particulière dans une discussion avec le directeur des constructions et le président de la commune.

Un compromis est accepté

Au bout de quatre mois c'était fait. La municipalité a envoyé à tous les citoyens le projet du nouveau RZC accompagné d'une invitation à une Assemblée de commune. Quelques habitants se sont rendus compte que dans le nouveau RZC, le terrain sur lequel se trouvait la citerne de la source maintenant assainie, avait été attribué à la zone constructible. Et tout de suite, la source et en général l'eau est redevenue un sujet central de discussion au village. Personne ne voulait perdre la source appartenant au village ni prendre le risque qu'elle tarisse suite à une éventuelle construction, ce qui était arrivé peu auparavant dans une commune voisine. Un citoyen a fait la demande au Conseil communal de ne pas attribuer la source à la zone constructible. Mais jusqu'au soir précédent l'Assemblée communale, il n'a pas reçu de réponse du Conseil communal. «Protégez notre source, venez à l'Assemblée communale!», tel était intitulé l'appel qu'il a déposé dans toutes les boîtes aux lettres. Le soir de l'Assemblée communale, le nombre des citoyens présents était énorme, presque trois fois le nombre habituel. Le président de la commune a d'abord présenté le projet du règlement de construction et du plan des zones, phrase après phrase. Ensuite il a informé les gens présents sur les changements qui avaient été effectués sur le plan. Comme troisième changement il a mentionné, presque un peu en passant, que le Conseil communal avait décidé, après de longues discussions entre autres avec le propriétaire du terrain, d'attribuer la citerne à la zone sans affectation définie. Le propriétaire du terrain avait donné son assentiment. Le soulagement après cette solution à l'amiable était grand. Le requérant concerné s'est levé et a dit qu'il était d'accord avec la proposition et qu'il retirait sa demande. Le nouveau RZC a été accepté à l'unanimité des citoyens.

Pour nous, ce soir a été un exemple pour la façon de trouver un accord à l'amiable dans des situations politiques difficiles. Il ne s'agissait pas de vouloir avoir raison, personne n'a fait des reproches ou formulé des accusations. On n'a pas entendu d'injures, la discussion était rude mais correcte et l'accord était fait de façon que tout le monde a pu garder la face, même la commune. •